



## PRÉFET DE L'ARIÈGE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement

Foix, le 26 octobre 2017

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et  
de l'Ariège  
Subdivision environnement industriel  
ENV3

Affaire suivie par : Marie SUDERIE  
N° S3IC : 37-1153

Téléphone : 05 61 65 85 50  
Télécopie : 05 61 65 85 59  
Courriel : marie.suderie  
@developpement-durable.gouv.fr

### **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES à Madame la préfète de l'Ariège**

**OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement**  
**Société DS RECYCLAGE sur la commune de Laroque d'Olmes**  
**Dossier de demande d'autorisation d'exploiter un centre de récupération,  
dépollution et démontage de véhicules hors d'usage et un centre de transit,  
regroupement et tri de déchets métalliques**

**REF : Transmission du 18 octobre 2017**

Par transmission reçue le 18 octobre 2017, Madame la préfète de l'Ariège a adressé à l'inspection des installations classées le dossier de demande d'autorisation visé en objet, déposé le 30 mars 2017 et complété le 3 mai 2017 et le 16 août 2017.

Ce dossier doit permettre à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement de disposer d'éléments caractérisant les effets potentiels de l'installation sur l'environnement (étude d'impact) et les risques potentiels (étude de dangers), afin de pouvoir apprécier la situation et de prescrire ensuite des mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Il a également pour objet d'informer les différentes parties prenantes, par le biais de l'enquête publique (tiers, associations, commissaire enquêteur) ou par le biais d'une consultation pour avis (conseils municipaux, services de l'État) afin qu'elles appréhendent les caractéristiques du projet, l'importance de l'impact du projet sur l'environnement et le voisinage et les mesures de prévention prévues par le demandeur.

Le présent rapport est destiné à présenter la demande d'autorisation, à faire la synthèse des avis exprimés tant au cours de la procédure consultative que de l'enquête publique et à proposer aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques les prescriptions techniques qu'il convient d'imposer à la société DS RECYCLAGE pour son site de Laroque d'Olmes.

## CARACTERISATION DE LA DEMANDE AU VU DU DOSSIER

### *Installations classées et régime*

Les installations projetées relèvent des régimes suivants, prévues à l'article L.512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime du projet	Portée de la demande
2718-1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.</b> La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t.	Déchets contenant des substances dangereuses issus de la collecte auprès d'autres opérateurs à hauteur de 20 tonnes pour les batteries, 1 tonne de papiers, cartons souillés Total : 21 tonnes	A	Demande d'autorisation
2791-1	<b>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2791.</b> La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j.	Traitement de déchets métalliques et carcasses VHU par une presse cisaille thermique (80 tonnes par jour) et découpage au chalumeau de grosses ferrailles (2 tonnes par jour). Total : 82 tonnes par jour	A	Demande d'autorisation
2712.1.b	<b>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage.</b> 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m <sup>2</sup> .	Stockage de VHU en attente de dépollution : 80 m <sup>2</sup> Atelier de dépollution : 150 m <sup>2</sup> Stockage des déchets produits : 85 m <sup>2</sup> Stockage VHU dépollués en attente compression : 100 m <sup>2</sup> Paquet de carcasses en attente d'élimination : 110 m <sup>2</sup> Total : 525 m <sup>2</sup>	E	Enregistrement
2713-2	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des</b>	Surface de stockage : 505 m <sup>2</sup>	D	Déclaration

	<b>activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.</b> La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m <sup>2</sup> .			
2714.2	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	Collecte de déchets à hauteur de 120 m <sup>3</sup>	D	Déclaration
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : Inférieur à 100 m <sup>3</sup> .	Déchets ultimes en mélange en bennes de déchets de démolition (plâtre, isolant) : 60 m <sup>3</sup>	NC	Non classée
2710.1	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 2. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant inférieure à 1 tonne.	Présence d'un bac d'1 m <sup>3</sup> de récupération de batteries usagées, inférieure à 1 tonne	NC	Non classée
2710.2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 1. Collecte de déchets non dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant inférieure à 100 m <sup>3</sup> .	Collecte de déchets métalliques dans bennes d'un volume de 60 m <sup>3</sup>	NC	Non classée
2711	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques Le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 100 m <sup>3</sup> .	Volume maximal de 80 m <sup>3</sup>	NC	Non classée
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m <sup>3</sup> .	Station de distribution de GNR pour les engins de manutention à hauteur de 90 m <sup>3</sup> par an	NC	Non classée
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités	2 bouteilles de 35 kg de propane soit 70 kg.	NC	Non classée

	salines et mines désaffectées) étant inférieure à 6 tonnes.			
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 tonnes.	9 bouteilles de 14,6 kg soit 0,131 tonne	NC	Non classée
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages inférieures à 50 tonnes au total.	Cuve double enveloppe de GNR de 10 m <sup>3</sup> soit 8,5 tonnes	NC	Non classée
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 tonnes.	Batteries usagées en transit sur le site soit 18,09 tonnes de plomb et huiles de moteur 220 litres soit 0,191 kg	NC	Non classée
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes.	Huiles hydrauliques en fûts de 220 litres soit 0,382 kg	NC	Non classée

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), NC (non classé).

La portée de la demande concerne les installations repérées « demande d'autorisation ».

### ***Description de l'établissement et historique administratif***

#### **Activités**

La société DS RECYCLAGE est spécialisée dans la collecte, le transit, le regroupement et le tri de déchets métalliques et industriels dangereux et dans le traitement des véhicules hors d'usage. La société dispose déjà d'un site sur la commune de Saint Andiol (13) et souhaite s'implanter pour les mêmes activités dans l'Ariège.

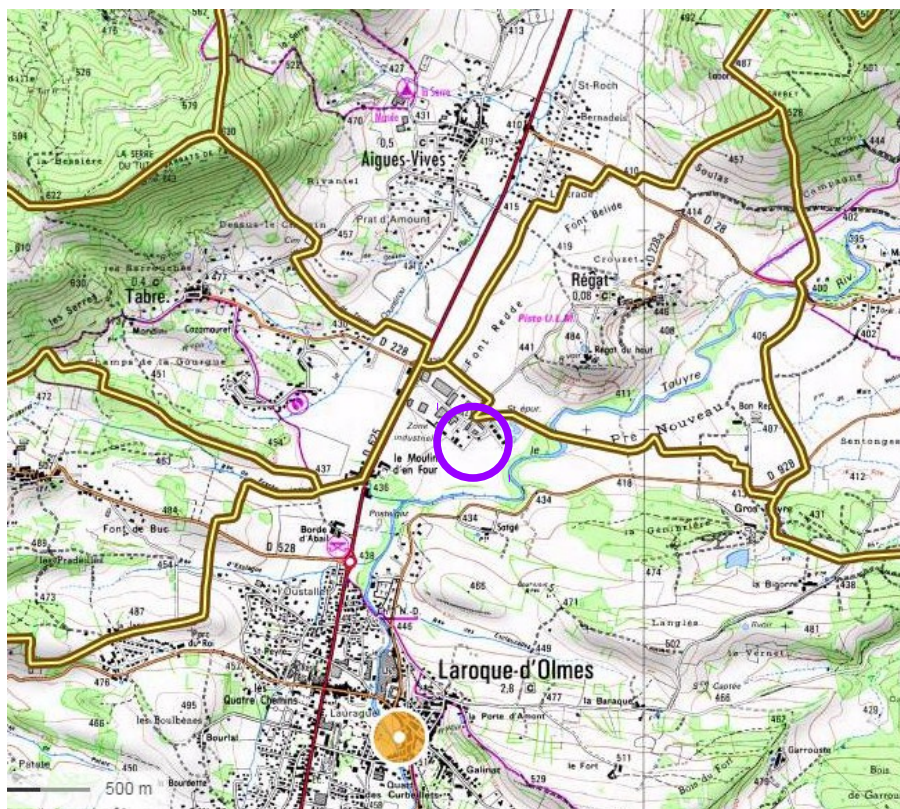
La SCI SD2 4MC a acheté les terrains de la friche industrielle RECYCARBO sur la commune de Laroque d'Olmes et a donné son autorisation à la société DS RECYCLAGE d'établir son activité sur ce site moyennant quelques aménagements, détaillés ci-après.

Les activités du site seront menées par une dizaine de salariés du lundi au vendredi, 7h30-12h et 13h30-18h et le samedi matin, 8h-12h.

Concernant les activités de dépollution des véhicules hors d'usage (VHU), le dossier de demande d'autorisation présente les éléments nécessaires pour l'établissement de l'agrément du site pour le centre VHU au titre de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants de broyage de véhicules hors d'usage. Seule la presse des carcasses sera effectuée sur le site et non leur broyage.

## **Description de l'environnement du projet**

La société DS RECYCLAGE souhaite s'implanter sur l'ancien site industriel RECYCARBO dans la zone industrielle du Moulin d'Enfour sur la commune de Laroque d'Olmes :



Ainsi, le projet est situé à proximité d'autres établissements à vocation industrielle et artisanale ou recevant du public. Dans cette zone, le paysage est donc mixte avec alternance d'espaces périurbains, industriels commerciaux et des champs de moyennes cultures et de prairies. Une habitation se situe à 30 mètres du site.

## **Compatibilité avec les plans (PPR...) et schémas**

Aucune incompatibilité avec des plans ou schémas potentiellement existants sur la zone n'est identifiée par l'exploitant. En particulier, le projet est en zone blanche du PPRN de la commune.

## **PRESENTATION ET ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT**

### ***Sites et paysages***

D'un point de vue patrimonial, le site DS RECYCLAGE n'est pas situé dans le périmètre de protection d'un site ou monument classé. Le projet s'intègre dans une zone industrielle, bordée de champs.

L'exploitation de la zone de transit de déchets métalliques conduira à l'édification de tas de déchets métalliques d'une hauteur maximale d'environ 5 à 6 mètres.

### ***Biodiversité***

Le site d'implantation du projet DS RECYCLAGE n'est pas situé dans une zone naturelle remarquable. Les zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) les plus proches (à moins de 2 km) du site sont les suivantes :

- ZNIEFF de type I : réseau hydrographique du Touyre entre Montferrier et Lérans (n°730030522), situé à 190 mètres au Sud-Est, lac de Montbel et la partie orientale du bas Pays d'Olmes (n°730003043), situé à 1,7 km au Nord-Ouest, coteaux secs, vallons et collines de l'Ouest du Pays d'Olmes (n°730030527), situé à 1,7 km au Nord-Ouest ;

- ZNIEFF de type II, coteaux du Palassou (n°730011976), situé à environ 1 km au Nord-Ouest.

Le site s'étend sur un peu plus de 9000 m<sup>2</sup> sur l'emprise de l'ancien site RECYCARBO.

Compte tenu de l'ancienne activité du site, dont la mise en sécurité s'est achevée en 2015, l'exploitant n'a pas procédé à une étude faune-flore, car le site ne présente plus d'intérêt faunistique et floristique particulier.

### ***Eau***

Le site se situe aux abords du Touyre, à environ 180 mètres en aval. Ce cours d'eau subit des pressions ponctuelles significatives après le réseau collectif de collecte des eaux pluviales de la zone industrielle en particulier à cause des rejets de la station d'épuration de la haute vallée du Touyre.

Les activités de la société DS RECYCLAGE ne généreront pas de rejets industriels, puisqu'aucun déchet ne sera lavé et que tous les liquides présents sur le site seront évacués en filière autorisée. Seules des opérations ponctuelles de lavage des camions sont prévues. L'exploitant prévoit le traitement des eaux de ruissellement (pluviales et eaux d'extinction) du site avant rejet dans le cours d'eau et une surveillance annuelle de la qualité du rejet.

Le site DS RECYCLAGE est situé en dehors de tout périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable. L'alimentation en eau du site est prévue via le réseau d'eau potable de la commune de Laroque d'Olmes. L'exploitant estime sa consommation annuelle maximale à 150 m<sup>3</sup> correspondant aux besoins sanitaires.

Les eaux pluviales collectées en toiture seront infiltrées dans des puisards et dans un second temps recyclées pour le lavage des camions.

Le site dispose d'un bassin de rétention de 300 m<sup>3</sup> pour récolter les eaux de ruissellement avant rejet. Ce volume est suffisant pour recueillir également les eaux d'extinction en cas d'incendie.

### ***Sols / Eaux souterraines***

Les activités de la société DS RECYCLAGE s'implantent sur l'ancien site RECYCARBO dont seule la mise en sécurité a été effectuée par l'ADEME. Aucune dépollution du site n'a été effectuée par l'ADEME. Les derniers résultats d'analyse des trois piézomètres déjà présents sur le site indiquent des marquages en substances chimiques et métalliques.

Les activités de la société DS RECYCLAGE s'effectueront sur des dalles étanches, les eaux de ruissellement du site seront collectées dans le bassin de rétention et traitées (séparateur d'hydrocarbures). Ainsi, aucune pollution supplémentaire ne s'infiltrera et n'alimentera la nappe d'eau souterraine.

Compte tenu de l'activité passée, l'exploitant prévoit d'effectuer un diagnostic de pollution des sols avant tous travaux et toute exploitation.

Enfin, aucun captage d'eau potable en nappe souterraine n'est recensé à proximité du site.

### ***Air***

Les rejets atmosphériques liés à l'activité du site sont quasi nuls : aucun traitement thermique des déchets n'est prévu. Seuls les engins de transport et de manutention généreront des gaz d'échappement et des poussières. Une vingtaine de véhicules légers et lourds transiteront sur le site par jour.

### ***Bruit***

Il n'y a pas, dans un rayon de 400 mètres autour des installations, de voisinage sensible aux bruits ou vibrations. Les premières habitations sont à 30 mètres des limites de propriété mais la densité d'habitation dans la zone est très faible compte tenu de la nature de la zone à vocation d'activités économiques.

Les sources de bruits de la société seront les suivantes :

- sources de bruits intérieurs : démontage des véhicules,
- sources de bruits extérieurs : déchargement des bennes et métaux et des autres déchets, utilisations d'engins de chantier (pelles, chariots), chocs de pièces métalliques lors de leur utilisation.

La zone industrielle est éloignée d'au moins 1,5 km du centre de la commune. La société DS RECYCLAGE s'implante dans une zone où d'autres établissements exercent des activités qui présentent le même type de nuisances sonores.

### ***Déchets***

L'activité du site est la gestion des déchets par regroupement et tri pour les déchets métalliques et industriels et par traitement des véhicules hors d'usage. Le site produira néanmoins des déchets :

- les fluides usagés, les filtres et les batteries issues de la dépollution des véhicules hors d'usage (7 véhicules dépollués par jour),
- les refus de tri,
- les boues provenant des deux séparateurs à hydrocarbures du site,
- les déchets de bureaux et du réfectoire.

Tous les déchets rejoindront des filières de gestion (recyclage ou élimination) agréées et autorisées.

### ***Directive IED***

Les activités de la société DS RECYCLAGE ne sont pas soumises à la directive IED compte tenu des capacités d'entreposage du site et du type de traitement des déchets (démontage de VHU).

### ***Santé***

Compte tenu de la nature des activités et des rejets associés, détaillés ci-dessus, le dossier indique que le seul impact pour la santé est le bruit. L'exploitant s'est organisé pour que les activités les plus bruyantes s'effectuent au centre du site pour que les bâtiments atténuent le bruit. L'exploitant prévoit dans les six mois après le début de l'activité de procéder aux mesures de bruit réglementaires notamment dans les zones à émergence réglementée (habitations).

### ***Servitudes***

Le site est parcouru par une canalisation de transport de gaz (très haute pression). L'exploitant s'est donc rapproché de TIGF concernant les restrictions d'usage au droit de cette canalisation. Le stockage de VHU et de déchets métalliques est interdit au droit de la canalisation. Ainsi, l'exploitant prévoit la mise en place de plots indémontables pour délimiter physiquement les stockages. Par ailleurs, l'exploitant prévoit la réalisation d'une dalle sur une partie de la canalisation. Le gestionnaire du réseau TIGF a accepté ce dallage moyennant notamment une surveillance des travaux.

## **PRESENTATION ET ANALYSE DES DANGERS/RISQUES DU PROJET POUR L'ENVIRONNEMENT**

L'exploitant identifie :

- les intérêts à protéger à proximité du site : habitations (à 30 mètres et à plus de 900 mètres du site), industries voisines situées dans la zone industrielle, les réseaux publics proches et les établissements recevant du public (Bricomarché) ;
- les éléments externes pouvant aggraver le site : canalisation de gaz à haute pression DN 150 de TIGF.

L'exploitant fait également état de l'accidentologie sur des sites industriels similaires pour compléter son analyse.

### ***Identification des risques***

#### **Risques liés aux produits utilisés**

L'exploitant identifie le potentiel de danger de chaque produit employé sur le site :

- combustible : VHU non dépollués, déchets industriels en mélange ou pré-triés de type papiers,

cartons, pneus usagés, la cuve aérienne de carburant ;

- explosif : réservoirs d'essence sur les VHU ;
- dangereux pour l'environnement : liquides issues de la dépollution tels qu'huiles usagées, liquide de refroidissement, essence, gasoil.

### **Risques liés au process**

L'exploitant identifie le potentiel de danger de chaque activité du site. Les principaux sont les suivants :

- inflammation : remplissage des réservoirs des engins, apport de point chaud, rupture de la canalisation de gaz lors des travaux d'aménagement du site ;
- dangerosité pour l'environnement : atelier de démontage des VHU (épandage accidentel), camions et chariots de manutention ;
- explosivité : airbags et prétensionneurs de ceintures.

### ***Analyse des risques***

L'exploitant a conduit une analyse préliminaire des risques en présentant les scénarios accidentels possibles sur le site, les barrières existantes et la cotation en termes de probabilité et de gravité du scénario. Les modélisations des effets des deux scénarios considérés comme les plus importants indiquent que les effets ne sortent pas du site. Aucun accident majeur n'est donc à craindre.

### **Analyse du risque incendie**

D'après l'accidentologie, il s'agit du risque principal de ce secteur d'activité. L'étude de dangers identifie un scénario d'incendie généralisé de 9 VHU non dépollués ainsi que les scénarios d'incendie des zones de regroupement des déchets industriels. Ces scénarios d'incendie révèlent des zones d'effet modélisées qui ne sortent pas du site. Il en est de même pour les effets toxiques liés à la combustion des matériaux.

### **Analyse du risque d'explosion**

Le dossier indique que les airbags seront neutralisés par l'enlèvement de la batterie et déclenchés par des systèmes adaptés.

### **Analyse du risque de pollution accidentelle**

En cas de déversement accidentel, les produits seraient récupérés sur les sols des zones imperméabilisées.

En cas d'incendie, de grandes quantités d'eau d'extinction seraient utilisées. Elles seraient contenues sur le site grâce au bassin de rétention des eaux.

### ***Garanties financières***

En cas de cessation d'activité, l'exploitant s'engage à restituer le site dans un état compatible avec les activités autorisées dans le document d'urbanisme de la commune, à savoir pour un usage industriel et artisanal.

Le pétitionnaire a calculé le montant des garanties financières. Le montant total calculé (52 220 €) est inférieur au seuil de 100 000 € fixé par l'article R516-1 du code de l'environnement, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique donc pas. Il est à noter que le site sera clôturé et fera l'objet d'une surveillance piézométrique. Seul le gardiennage n'est pas prévu en permanence sur le site et devrait être prévu en cas de cessation d'activité.



## CONSULTATION DU PUBLIC ET DES INSTITUTIONS

### *Enquête publique*

L'enquête publique a été effectuée dans les formes prévues aux articles R512-14 à R512-17 du code de l'environnement. Elle s'est déroulée du 16 août au 15 septembre 2017 inclus selon l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2017. Un exemplaire du dossier et de l'avis de l'autorité environnementale ont été déposés dans les communes comprises dans un rayon de 2 km autour du site.

La publicité d'enquête publique est concordante avec l'arrêté préfectoral susmentionné, l'ensemble des 7 communes concernées ont été informées, des publications dans la presse ont été effectuées. Enfin, les documents présentés à l'enquête publique étaient aussi présents sur le site internet de la préfecture de l'Ariège.

Le commissaire enquêteur a remis son rapport à la préfecture de l'Ariège le 11 octobre 2017.

### Conclusions sur les observations du public

La mobilisation de personnes sur ce dossier se traduit par la manifestation d'une seule contribution sur le registre d'enquête. Aucun courrier n'a été adressé au commissaire enquêteur. Aucune remarque n'a été formulée sur la messagerie de la préfecture.

Les principales observations recueillies dans ce courrier concernent la réhabilitation du site par l'ADEME et la gestion des eaux du site à proximité du Touyre.

### *Avis des conseils municipaux*

#### Avis de la commune d'Esclagne

Par délibération en date du 12 septembre 2017, le conseil municipal émet un avis favorable au projet, sans réserve.

#### Avis de la commune de Limbrassac

Par délibération en date du 22 septembre 2017, le conseil municipal émet un avis favorable au projet, sans réserve.

#### Avis de la commune de Laroque d'Olmes

Par délibération en date du 26 septembre 2017, le conseil municipal émet un avis favorable au projet, sans réserve.

Les communes de Régat, Lérans, Aygues-Vives et Tabre n'ont pas délibéré sur le projet de la société DS RECYCLAGE à Laroque d'Olmes.

### *Conclusions sur les observations de l'autorité environnementale*

Dans son avis du 26 juin 2017, l'Autorité environnementale indiquait :

« Compte tenu de la nature du projet et de sa localisation, il ressort de l'analyse du dossier soumis à l'avis de l'Autorité environnementale :

- que l'étude d'impact est complète et traite de manière satisfaisante les impacts prévisibles du projet sur l'environnement ;
- que ce dossier prend en compte de manière proportionnée les enjeux environnementaux et propose des mesures pertinentes pour limiter les impacts du projet sur l'environnement.

L'Agence régionale de santé a émis un avis favorable par courrier du 30 mai 2017. »

### Conclusion de l'autorité environnementale :

« Ce dossier peut être considéré comme suffisamment développé pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier la qualité de la demande d'autorisation au regard de l'environnement du site

d'implantation de l'établissement. »

### ***Avis du commissaire enquêteur***

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par la société DS RECYCLAGE, assorti des quatre recommandations suivantes :

1) faire procéder à des mesures et analyses concernant le bruit lorsque l'installation sera en régime normal et des sols et des eaux souterraines avant le début de l'exploitation pour un état des lieux et de référence ;

2) améliorer l'esthétique générale du site pour masquer l'installation et réduire la propagation d'éventuelles ondes sonores ;

3) sensibiliser les employés et les sous-traitants aux questions de sécurité routière liées aux entrées et sorties sur la RD 625 et aux abords du site ;

4) renforcer l'affichage en matière d'hygiène, de prévention et de sécurité.

### ***Avis des services***

Services de l'État	Avis	Observations
Service départemental d'incendie et de secours  Avis du 26 juin 2017	<b>Non exprimé</b>	S'agissant des moyens de lutte, le SDIS indique la nécessité de mettre en œuvre de l'émulseur sur le site. S'agissant des conditions d'intervention, le SDIS indique que compte tenu des fumées de pneumatiques par exemple, seule une intervention à distance sera possible avec notamment des lances canons à mousse (disponibles à la caserne de Foix).
Direction départementale des territoires  Avis du 4 août 2017	<b>Non exprimé</b>	Pas de remarque.
Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi  Avis du 24 juillet 2017	<b>Non exprimé</b>	La DIRECCTE souligne que l'analyse des risques du site doit être complétée s'agissant du risque de rayonnement ionisant, de présence d'amiante et d'explosion des cartouches d'airbags. L'exploitant a complété son dossier sur ces points avant la mise à l'enquête publique.
Délégation départementale de l'Ariège ARS Occitanie  Avis du 30 mai 2017	<b>Favorable</b>	L'ARS souligne que les installations de traitement des eaux devront être suffisamment dimensionnées et régulièrement entretenues. Les écoulements de produits polluants doivent être réduits sur les surfaces imperméabilisées afin de réduire les concentrations à traiter.

### ***Avis du CHSCT***

Actuellement, la société DS RECYCLAGE compte moins de 50 salariés dans l'entreprise et n'est

donc pas soumise à la constitution d'un CHSCT.

## **AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### ***Retour de l'enquête publique***

Parmi les thèmes liés aux observations du public recueillies lors de l'enquête publique, on note une inquiétude vis-à-vis des impacts potentiels du site sur l'environnement et notamment sur le Touyre. Comme le souligne le commissaire enquêteur, sur la base du dossier déposé par l'exploitant, aucun procédé de traitement, nettoyage des déchets utilisant de l'eau potable ne sera mis en œuvre. Les opérations seront effectuées sur dalle étanche. Seules les eaux de ruissellement seront à gérer. L'exploitant a prévu des séparateurs d'hydrocarbures. La présence du bassin d'orage permet également le confinement de ces eaux en cas de pollution ainsi que des eaux d'extinction incendie.

S'agissant du passé industriel du site, l'exploitant a prévu la réalisation d'un diagnostic de pollution des sols avant le début de l'exploitation et avant la réalisation de la dalle béton. À l'issue de cet état initial, un suivi des eaux souterraines sera mis en place par l'exploitant. La nouvelle exploitation du site sur dalle étanche laisse présager que la nappe ne sera pas alimentée par une nouvelle pollution. La gestion des terres lors du chantier devra le cas échéant être conforme à la réglementation, en vigueur, relative aux déchets.

### ***Encadrement réglementaire***

L'inspection des installations classées propose l'arrêté préfectoral d'autorisation du site joint au présent rapport et reprenant les recommandations du commissaire-enquêteur et des services consultés.

La disponibilité d'émulseur sur le site est prévue par l'article VII.2.2.7 du projet d'arrêté préfectoral en ces termes : « - une réserve de 150 litres d'émulseur présente et accessible à tout moment sur le site. »

L'entretien et la surveillance des installations de traitement des eaux sont prévus aux articles III.3.3 et III.3.4 du projet d'arrêté préfectoral respectivement en ces termes : « *La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition....) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.* » ;

*« Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.*

*Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »*

Une mesure de bruit est prescrite dans les six mois suivant la mise en service du site à l'article VI.1.1 du projet d'arrêté préfectoral en ces termes : « *Une mesure de bruit sera réalisée dans les 6 mois qui suivent la réception des premiers déchets métalliques ou le traitement du premier VHU.* »

L'esthétique du site fait l'objet de l'article I.3.2 du projet d'arrêté préfectoral en ces termes : « *Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols....). Le site, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement....).*

*Le site dispose d'une haie végétale à feuillage persistant en bordure du site notamment du côté des habitations à l'Ouest.*

*Le stockage de déchets métalliques et de véhicules hors d'usage est effectué dans la partie centrale du site. Les hauteurs des stocks de ferrailles et de déchets métalliques stockés ne dépassent pas celle des bâtiments et devront rester inférieure à 6 mètres.*

*La hauteur des clôtures du site est de 2 à 2,5 mètres. »*

Les analyses dans les eaux souterraines et le sol sont prescrites au chapitre III.5 du projet d'arrêté en pièce jointe.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées propose d'acter l'organisation de l'exploitant s'agissant de la servitude imposée par TIGF, à l'article VIII.1.1 du projet d'arrêté préfectoral en ces termes : *« Le stockage de déchets métalliques, de VHU ou de carcasses de véhicules est interdit au droit de la canalisation de transport de gaz et sur une bande de deux mètres centrée sur la canalisation.*

*L'exploitant réalise des plots indémontables pour la matérialisation de cette interdiction. »*

L'article VIII.1.2 du projet d'arrêté préfectoral prévoit l'information de TIGF pour le démarrage des travaux, afin qu'ils puissent se faire éventuellement sous leur surveillance : *« L'exploitant adresse à TIGF un courrier indiquant le calendrier des travaux d'aménagement du site au moins un mois avant leur démarrage. Une copie de ce courrier est adressée à l'inspection des installations classées. »*

Par ailleurs, l'inspection des installations classées propose l'arrêté préfectoral portant agrément du centre de traitement des véhicules hors d'usage et joint également au présent rapport.

## **PROPOSITION DE L'INSPECTIONS DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

L'inspection des installations classées propose à Madame la préfète de l'Ariège de donner une suite favorable au dossier de demande d'autorisation d'exploiter transmis par la société DS RECYCLAGE sur la commune de Laroque d'Olmes et de soumettre pour avis le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST). L'avis du CODERST est également sollicité pour l'arrêté préfectoral portant agrément du centre de traitement des VHU.

L'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable à ces deux projets d'arrêtés préfectoraux.

L'inspectrice de l'environnement



Marie SUDERIE

Vérifié et validé le 26 octobre 2017

L'inspectrice de l'environnement



Sandrine GAU